



Entretien de Maurice Bonneau
réalisé en 1995, revu par le témoin en 2007

Le programme DEFORPA

Quelles sont les origines du programme DEFORPA ?

Quand le dépérissement des forêts a atteint la France au début de 1983, en Alsace, on a passé l'année 1983 à réfléchir au problème, à aller sur le terrain, à voir comment cela se présentait. Bouvarel et Maurice Muller du Ministère de l'Environnement ont commencé à réunir un petit conseil, un petit noyau de réflexion – je ne sais plus comment il s'appelait à l'époque - qui s'est réuni à la fin de l'année 1983.

En 1984, cela a continué à fonctionner. Il fallait structurer un peu ce groupe. Il avait été décidé de créer un comité scientifique, un comité de gestion. Il fallait une petite cellule qui pilote les affaires activement, qui soit occupée de manière permanente à cela. On l'a appelée groupe opérationnel. On a cherché un responsable et coordonnateur de groupe opérationnel. Je ne sais quel était mon titre qui a toujours été verbal, il n'y jamais eu la moindre décision. J'ai exercé toutes ces fonctions *de facto*. Cela m'a été demandé par Décourt qui était à ce moment-là à la DGRST - non c'était déjà le Ministère de la Recherche - et Monsieur Jacquet qui était Président du comité Air du Ministère de l'Environnement, m'ont demandé si je voulais bien prendre cette charge. J'ai bien été obligé d'accepter. Je n'ai pas accepté de gaieté de cœur. C'était un gros morceau à avaler. Je me demandais comment je m'en sortirais.

Tu as changé d'interlocuteurs ?

Effectivement, j'ai changé d'interlocuteurs. J'avais deux interlocuteurs majoritaires qui étaient le Ministère de l'Environnement en France et la Communauté Européenne.

Tu es sorti de ton laboratoire et tu es devenu l'expert reconnu qui supervise les activités de plusieurs laboratoires. Qu'est-ce que cela a changé pour toi ? Quelles contraintes dans la façon de travailler ?

Cela a été d'abord une charge de travail importante pour mettre tout cela sur pied, sur le plan financier, sur le plan contractuel. Finalement, l'essentiel des crédits, c'était la Communauté Européenne, c'était le Ministère de l'Environnement, le Ministère de l'Agriculture. Il fallait coordonner tous ces crédits. Il fallait savoir quoi en faire. Il fallait savoir comment les mettre aux dispositions des chercheurs des autres Instituts, des universités, des laboratoires de l'Inra. Il fallait des procédures de contrat qu'on a résolues avec le service juridique de l'Inra qui recevait la totalité des fonds de la CEE. L'Inra était non seulement, par mon intermédiaire, le responsable scientifique de l'opération, mais il était aussi le gestionnaire de la grande majorité des fonds. C'était une affaire qu'il fallait monter avec soin.

Ceci est d'ailleurs monté très bien. Le service juridique, c'était Mademoiselle Boucher encore à l'époque au début. Elle a fait cela de manière extrêmement simple.

Elle a cherché à avoir beaucoup de souplesse et de simplicité et elle a parfaitement réussi. Il fallait alimenter 30 ou 40 unités de recherche à droite à gauche en leur donnant de l'argent, en faisant attention aux justifications. Tout cela s'est fait sans charges administratives exagérées. Cela laissait un bon potentiel de travail technique et scientifique efficace.

C'était une charge et j'avoue que j'ai assez peu et mal dormi pendant quelques nuits ; après, c'est rentré dans l'ordre. D'une part, je n'ai pas cessé mes propres activités. Je les ai ralenties forcément mais je ne les ai pas cessées. Tout ce qu'on a fait comme essais de fertilisation, de traitement de forêts dépérissantes - il y avait des problèmes d'alimentation minérale - c'est moi qui l'ai fait avec Michel Adrian. Tous les problèmes d'analyses foliaires, on a continué à les faire nous-mêmes. On n'a pas perdu la main sur le plan technique et scientifique.

Cela m'a apporté le contact avec un monde de connaissances et de recherches que je ne soupçonnais pas du tout avant. Tout le domaine des recherches concernant la chimie de l'atmosphère – on ne peut pas dire que j'ai touché à la chimie de l'atmosphère, mais enfin, au moins les mesures de composition de l'air, les stations de mesure, les problèmes de précision que cela posait, le dosage des concentrations d'éléments dans les eaux de pluie, tout un tas de domaines comme cela.

C'est là que j'ai pris contact avec des physiologistes d'Orsay comme Queiroz, ou à Nancy, Dizengremel, Louis Louget à Créteil ou un certain nombre de personnes comme cela. J'ai vu un peu les physiologistes à l'œuvre comme j'avais vu dans le programme PIREN, les faunisticiens du sol du muséum travailler. Cela a beaucoup élargi mes connaissances et mes horizons.

J'étais à la fois, coordonnateur du programme et j'avais pris à ma charge tout ce qui était problèmes de sol et de nutrition minérale puisque c'était ma spécialité. J'ai poursuivi les recherches dans ce domaine, plus la coordination de l'ensemble du programme.

Cette action DEFORPA a été lancée dans une période de crise.

C'était une période de crise. Il a fallu frapper tous azimuts. Bouvarel et Muller avaient très bien défini le programme au début. C'est-à-dire que quand on a commencé ce programme, il est clair que, nous venaient d'outre-Rhin et de Suisse etc., des échos disant : « *c'est la pollution atmosphérique qui est responsable* ». Au fond, tous ces labos étrangers cherchaient essentiellement sur la pollution atmosphérique. Bouvarel et Muller ont défini un programme français qui était beaucoup plus ouvert et qui, *a priori*, ne privilégiait aucune hypothèse particulière. Il y a eu des recherches concernant l'alimentation minérale, qui avaient été faites aussi en Allemagne. J'ai pris contact avec les gens de Fribourg à l'époque et leurs travaux m'ont beaucoup servi pour voir dans quelle direction aller.

On a trouvé d'ailleurs dans les Vosges, la même chose qu'ils trouvaient en Forêt Noire, c'était bien. On est passé au Jura où on s'est aperçu que c'était tout à fait autre chose. La piste climatique que Becker et Lévy ont exploité tout à fait énergiquement avec succès et la piste pollution proprement dite qui a donné lieu à la majorité des travaux puisqu'il y a eu l'expérimentation à Montardon avec Bonte, le montage des stations de mesure du Donon etc.

On s'est aperçu que ce dépérissement, qui continue d'ailleurs plus ou moins, qui n'est pas terminé à 100 %, avait des origines très complexes. On peut dire qu'en gros, il y a eu conjugaison de trois facteurs qui étaient : des années sèches ; des sols très pauvres, que la pollution acide a rendus encore plus pauvres.

Donc :pauvreté des sols à l'origine, accrue par la pollution atmosphérique et puis, les phénomènes de sécheresse. C'est un peu ces trois facteurs qui ont agi de manière concertée pour déclencher le dépérissement. Pas forcément tous les trois. On connaît des peuplements dépérissants qui étaient parfaitement bien nourris sur le plan minéral et qui n'étaient victimes que du seul phénomène climatique. Il y en a d'autres où tous les phénomènes se mélangeaient. On a bien vu les trois causes, comment elles jouaient, comment elles interagissaient plus ou moins. On n'a pas résolu tous les problèmes. Il reste beaucoup de dépérissements à droite à gauche en France. Il y en avait dans les Alpes, dans le Jura. On est toujours attelés avec une association de recherche sur les forêts subalpines qu'on a créée, avec un dépérissement sur le pin cembro dans le Mercantour.

Il y a beaucoup de régions comme les Alpes, le Mercantour où les causes ne sont pas si claires. On sait mal démêler ce qui est effet de l'ozone - qui était aussi un facteur important - effet nutrition minérale, effet pollution acide. Dans le Mercantour par exemple, la pollution acide n'existe pas. Il y a quelques problèmes d'alimentation minérale. Il y a peut-être, majoritairement, un problème d'ozone. Tout cela n'est pas clair et cela varie d'une région à l'autre.

C'est un thème de recherche qui peut rebondir ?

C'est un système de recherche qui continue à rebondir. Par exemple, il y a beaucoup de labos de physiologie végétale tels qu'à l'université de Nancy ou à Orsay, maintenant surtout à Nancy, qui ont commencé à faire des travaux de physiologie sur les arbres, qui n'en faisaient pas avant et qui ont continué. Par exemple, le labo de Dizengremel à l'université de Nancy est maintenant, un laboratoire de recherches sur la physiologie des arbres forestiers essentiellement. Il a fait ses premiers pas dans le programme DEFORPA et il a continué.

Il y a toujours des expérimentations au Donon qui se poursuivent sur le pin cembro justement, avec des chambres à ciel ouvert que conduit Garrec. Cela a généré toute une activité de recherche qui ne cesse pas. Sans compter tout le programme de bassin versant à Aubure qui continue sur les cycles biogéochimiques, et qui est important. Cette activité cycles biogéochimiques à partir d'Aubure, à partir du programme DEFORPA, on l'a transposée dans le Beaujolais sur des Douglas. On va probablement la transposer sur le hêtre en Normandie etc. Il y a tout un savoir-faire qui était acquis grâce à Ranger et Etienne Dambrine qui est un relativement jeune venu dans l'équipe. On profite du savoir-faire acquis à Aubure dans le programme DEFORPA.

Est-ce que ces préoccupations sont reprises actuellement au sein du Département Forêt dans le cadre d'un programme ?

Le programme cycles biogéochimiques est un programme reconnu du département de recherches forestières.